Ils s’entendent bien, les présidents de la République et de la FNSEA, amis depuis plus de 20 ans !

écrit par Jacques Martinez | 3 février 2024

Une question : qui connaît les -excellentes !- relations existant entre ces deux présidents, Emmanuel Macron pour la République Française et Arnaud Rousseau pour la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA), tous deux en heureuses et fructueuses amitiés -sonnantes et pas du tout trébuchantes- remontant à l'époque où ils étaient tout nouveaux trentenaires ! Ils se sont connus alors qu'ils n'avaient respectivement que 30 et 33 ans et n'étaient pas encore tout en haut de l'affiche. Mais ils faisaient tout pour y parvenir…

Si, comme beaucoup de Français, vous vous posez cette question de bandes dessinées à l'eau de rose « *mais comment se sont-ils rencontrés ces deux-là ?* », le magazine Marianne -qui n'a pourtant rien d'une BD !- y répond dès le début de l'article signé Marc Endeweld et publié jeudi 1er février :
« *Qui connaît les relations passées entre Emmanuel Macron et le groupe agro-industriel Avril regardera d'un autre œil l'attitude de l'exécutif à l'égard du premier syndicat agricole*. »
Et que peut bien avoir/à voir avec Arnaud Rousseau ce groupe Avril, à moins que cela ne fût une plaisanterie piscicole ?
Marianne l'explique :« Pour se faire une idée, il faut remonter aux années Rothschild du chef de l'État. Arnaud Rousseau ne dirige pas seulement la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), il est aussi le patron d'un mastodonte de l'industrie agroalimentaire, le groupe Avril… » Ah, revoilà le poisson ! « …le groupe Avril, géant français des huiles et protéines végétales. Opérant dans 19 pays, ce groupe, peu connu du grand public, pèse tout de même 9 milliards d'euros en chiffre d'affaires en 2022, compte 7 300 salariés, et a réalisé 218 millions d'euros de profit la même année, un résultat net en hausse de 45 % ! »
Mais comment Emmanuel s'est-il trouvé à faire la connaissance d'Arnaud ?
« *Les deux hommes, précise Marianne, s'étaient rencontrés dans le cadre de la première commission Attali pour « la libération de la croissance française », qui s'était tenue en 2007 sous Sarkozy*. »
Ce fut donc là, sous le double adoubement contre nature « Attali-Sarkozy », que le regard de l'un a croisé celui de l'autre ! Et qu'ils se sont alors acoquinés, en tout bien -et vraiment n'importe quel bien pourvu qu'il rapporte !- tout honneur ! Là, pour l'honneur, il semble qu'un seul des deux ait eu droit à la légion du même nom.

Et lorsque l'on parle de bien, quoi de mieux que la banque Rothschild pour se faire une petite place ? Quoique… une petite place pour un énarque, ce n'est pas à un guichet… c'est à un poste de banquier d'affaires qu'Emmanuel est engagé dans la banque internationale alors que son amitié avec Arnaud se renforce.
Voilà qui est parfait puisque, comme le dévoile Marianne : « *Cette proximité avait permis à celui qui deviendra banquier d'affaires chez Rothschild l'année suivante de faire de Sofiprotéol* » (ndlr : Sofiprotéol est la première dénomination du groupe Avril : de sa création à son changement de nom en 2015) « *un nouveau « compte » de la banque d'affaires*. »
Ce que le magazine salue : « *Un véritable tour de force pour le jeune Macron, la chose n'étant pas aisée dans le milieu parisien de la banque d'affaires.* »

Autre satisfaction « professionnelle » pour Emmanuel :« *En février 2012, Macron décroche le jackpot : pour Sofiprotéol, il finalise au Maroc la prise de contrôle pour 130 millions d'euros de Lesieur Cristal, numéro un de l'huile alimentaire dans le pays qui était possédé par la SNI, la holding royale marocaine. Ce « coup », quelques semaines avant le célèbre deal Pfizer/Nestlé, permettra à Emmanuel Macron de bénéficier d'un confortable bonus…* »
Selon les déclarations du jeune énarque à la Haute Autorité pour la transparence de revenus et de patrimoine, il a perçu 2,5 millions d'euros entre 2009 et 2013 soit la bagatelle d'une moyenne de 5 millions par an ! Même pas 500 000 euros par mois, ni même 14 000 euros par jour et donc, tout juste, 570 euros de l'heure, alors, par minute, moins de 10 euros, vous voyez, 10 euros, cela n'a rien d'excessif…

Mais on peut tout de même se poser la question : quel besoin

a poussé M. Macron à « perdre » autant d'années…
-deux quinquennats soit 10 ans à 5 millions d'euros par an, cela fait tout de même un bon tirage du loto ! 50 millions passés en pertes et (non) profits puisque les émoluments d'un Président sont ridiculement bas aux yeux d'un tel banquier d'affaires ? Serait-ce uniquement pour avoir « l'honneur » d'être chef d'État ? Il faudra se contenter de cette explication honorifique ? **Le banquier a donc « décroché le jackpot » avec Lesieur-Cristal et Pfizer-Nestlé, cela, tout juste « avant de partir à l'Élysée sous les ordres de François Hollande. »**
Ainsi, le 15 mai 2012, après retour à la fonction publique, il accepte -malgré un salaire de misère !- sa nomination au Secrétariat Général de l'Élysée, même pas au poste de titulaire mais de simple adjoint !

Il est difficile de comprendre ce choix de M. Macron de quitter un poste entièrement bétonné en or pur dans une société privée planétaire -où il était mondialement admiré et placé au panthéon !- pour un siège éjectable simplement honorifique dans la fonction publique où il est insulté jusqu'à y être irrespectueusement giflé !-

En revanche, maintenant, nous savons où a pris naissance la rapidité avec laquelle l'ami Arnaud a été reçu en tête-à-tête le 7 septembre dernier par son ami Emmanuel.
Cela alors que couvait la colère des agriculteurs en particulier des Jeunes Agriculteurs. Un tête-à-tête entre amis qui n'a donc pas tué dans l'oeuf cette colère : celle-ci finit par éclater, non par le blocage des autoroutes en janvier mais par des manifestations plus douces et qui, de ce fait, ont été volontairement ignorées par l'État ! Ces manif' douces consistaient à retourner en octobre des noms de villages dès le mois suivant la réunion en tête-à-tête Emmanuel-Arnaut…
Les autorités ont voulu laisser pourrir la situation. Mais voilà, à croire qu'Arnaud n'a pas mis suffisamment en garde

Emmanuel, le mouvement s'est durci et, à cause du laisser-aller des deux amis, ils ont préféré le laissez-passer pour les paysans allant sur les autoroutes… Mais à cause de leur laisser-faire, ils ont, tant M. Macron que M. Rousseau, une responsabilité dans l'origine de l'accident qui a coûté la vie à Alexandra Sonac, éleveuse de 36 ans, et à sa fille Camille, 12 ans, le 23 janvier à un barrage dans l'Ariège !

Cet article de Marianne avait été précédé le 30 janvier, d'un autre à propos, là, de la seule FNSEA sous un titre sans aucune nuance :
« *C'est le dernier parti léniniste* » : comment la FNSEA a étendu son emprise sur le monde agricole »
Il est, surtout dans un titre, des mots tels que « léninisme » ou « emprise » qui ne sont pas anodins surtout venant d'un organe de presse aussi sérieux que Marianne !
Emmanuel Lévy et Vanessa Ratignier, d'emblée attaquent :
« *Agriculteurs, produits et terres, rien n'échappe à la tutelle de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles qui truste le pouvoir. Cogestionnaire des politiques publiques, le syndicat fait la fortune des uns, comme le géant de l'agroalimentaire Avril, et le malheur de beaucoup d'autres.* »
Et ce n'est pas tout, ils ajoutent :
« *Des résultats dignes d'une république bananière ! Aux dernières élections professionnelles agricoles, en 2019, la FNSEA et les Jeunes agriculteurs (JA), son allié, ont emporté 97 des 102 chambres d'agriculture françaises*. »
Sans oublier « *surtout son omniprésence aux postes clés d'un système qui régente tous les aspects de la vie agricole.* »

À commencer par l'accès direct au gouvernement :
« *La FNSEA détient le monopole effectif des négociations depuis la nomination de Jacques Chirac au ministère de l'Agriculture en 1972 souligne le journaliste Gilles Luneau qui a décortiqué des décennies durant le système FNSEA*. »

Et Marianne déroule l'historique de la prise de pouvoir par la FNSEA :
« *Sitôt nommé, Chirac a intensifié la cogestion, instaurée en 1966, et la FNSEA donne désormais son avis sur tout, y compris le choix du ministre*. »
Il y a ceux qui tentent d'aller à son encontre, tel Jean Glavany (1998-2002), ceux qui progressent avec habileté, tel Stéphane Le Foll (2012-2017), ceux qui louvoient, comme Julien Denormandie (2020-2022), et il y a les acquis à la cause, comme Hervé Gaymard (2002-2004) et Bruno Le Maire (2009-2012), ou ceux encore qui entrent manifestement dans le rang, tel Marc Fesneau (depuis 2021). »
Un seul exemple : « *Glavany découvre que Chirac a ajouté une prime appelée Hérode à la demande de la branche bovine de la FNSEA dont le président est corrézien. Au Conseil européen suivant, Chirac était resté muet sur des sujets touchant à la Défense et au projet de Constitution mais il avait pris vivement la parole et à trois reprises pour défendre… quoi ? Mais cette prime Hérode* ! »
Et Marianne révèle le résumé que le journaliste Gilles Luneau fait de l'emprise de la FNSEA sur l'appareil agricole :
« *Ne pas en être, cela induit de nombreuses difficultés pour s'installer, car elle facilite l'accès aux coopératives de prêt de matériel, aux aides des chambres d'agriculture mais aussi aux instances de représentation. Quand on est à la FNSEA, on peut être élu à la Mutualité sociale agricole (MSA), au Crédit agricole, voire devenir maire ou parlementaire* ! »
Et de s'en amuser : « *C'est le dernier parti léniniste !* »
En effet, « *La FNSEA truste les postes de pouvoir et, souvent, flirte avec le mélange des genres. Un exemple ? L'agrocarburant, déjà présent à hauteur de 7 % dans le diesel vendu à la pompe, sera bientôt disponible en version 100 % pour les poids lourds. De quoi conforter la France au premier rang européen des consommateurs et producteurs de mazout issu de l'agriculture. Pourtant, comme le dénonçait*

la Cour des comptes en 2021, ce carburant est bien « plus favorable aux agro-industries qu'aux agriculteurs ».
« Dénommé « B100 », cet agrocarburant a récemment reçu la bénédiction des pouvoirs publics. Et doublement même : disponible sur le marché courant 2024, il dispose à la fois de la norme Crit'Air 1 et d'une taxation riquiqui, malgré des performances environnementales non significatives. Un véritable coup de maître de la part de l'omnipuissante Fédération qui a arraché ces avantages lors de la négociation sur la hausse des taxes sur le gasoil non routier pour ses adhérents. »
Et Marianne ajoute : « *Petit détail qui ne gâche rien : le gagnant toutes catégories confondues de cette stratégie portée à bout de bras par la FNSEA est le groupe Avril. Coopérative de producteurs de la filière oléagineuse et protéagineuse, ce colosse de l'agro-industrie est dirigé par Arnaud Rousseau… qui n'est autre que le grand patron de la FNSEA ! »*

Comment voulez-vous qu'Emmanuel refuse le moindre des désirs que lui susurrera son ami Arnaud ?

Jacques MARTINEZ, journaliste ancien Chef d'infos de RTL (1967-2001), l'AFP, le FIGARO, le PARISIEN…